Bâle, port rhénan, porte de l'Europe

Aucune ville suisse n'est plus européenne que Bâle. Bien sûr - c'est déjà un titre de gloire - elle est capitale d'une "régio" où se rejoignent la France, l'Allemagne, les cantons suisses limitrophes. Mais ce cercle réussi de géographie humaine ne la limite pas. Y souffle un esprit de plus large horizon et de plus longue histoire, un esprit assez caustique pour réduire le conformisme ou les fanatismes. un esprit de tolérance, non seulement proclamée, mais vécue. Bâle où les cloches de la cathédrale sonnèrent, en 1913, pour le Congrès de l'Internationale socialiste. Bâle si proche de la Hollande. Erasme naquit à Rotterdam et mourut à Bâle. Le Rhin remonte jusqu'à Bâle, port et porte de la Suisse sur l'Europe.

L'incendie de l'entrepôt de Sandoz n'est pas un simple, mais grave accident écologique. Les poisons véhiculés par le Rhin, à dose mortelle aux anguilles, ont pris, au rythme lent de péniche funèbre, 4 km/h, une signification historique.

Seveso, où la chimie bâloise était déjà impliquée, fut un accident plus grave. Mais il fut perçu en termes de responsabilité civile, de ruses et de transgressions douanières, de performance technique des fours à haute température. Schweizerhalle, quoique de plus faibles conséquences humaines, sera une date de l'histoire nationale. La Suisse, qui n'était plus tenue de "couvrir sa frontière" contre ses proches voisins, qui ne chantait plus guère "au bord du Rhin, guidez-nous au combat" redécouvrirait, par le fleuve, son implication européenne.

Nous ne sommes plus en 1870, ou en 1914, ou en 1939. L'Europe, cahin-caha, tend vers son unification. La Suisse, épargnée par les guerres, est devenue aussi la Suisse riche et enrichie. Certes l'amélioration du niveau de vie européen laisse moins apparaître, dans la rue, une différence de train de vie. Mais l'image d'une Suisse égoïste s'est renforcée par plusieurs

signes dont les médias internationaux ont fait un mythe : les comptes à numéros, les vedettes de formule 1 ou de show-biz accueillies comme réfugiés fiscaux ou encore le régime rigoureux imposé aux saisonniers.

La Suisse, tranquille et travailleuse, mais profiteuse s'efforçait de défendre et de justifier ses privilèges de situation. Elle se posait en partenaire régulier, payeur ponctuel de ses dettes, et en Etat chatouilleux de souveraineté.

Sandoz nous a mis en situation d'agresseur momentané. Assez pour qu'on entende la rumeur européenne qui laissait clairement entendre que ce n'est pas aux Suisses qu'on doit faire des cadeaux d'indulgence ou d'argent. Quand les torts auront été réparés par Sandoz, la leçon subsistera.

On pouvait donc penser que la convocation exceptionnelle de l'Assemblée fédérale serait l'occasion pour le Président de la Confédération de donner à l'événement sa dimension : celle de la Suisse plus étroitement solidaire de l'Europe. Etre suisse et européen, qu'est-ce que cela signifie ? Ne pas être franc-tireur par rapport aux règles communautaires pour raison de profit. Ne pas jouer l'exterritorialité européenne pour un simple avantage matériel. Nous rapprocher par libre décision des normes européennes. Participer avec conviction et financièrement à tous les grands projets scientifiques ou culturels dont l'Europe prend l'initiative. Cela doit donc être une grande idée politique, directrice. Hélas, le discours de porte-parole du Conseil fédéral avait, sans plus, la sincérité de qui promet de réparer et de faire en sorte que cela ne se reproduise pas. L'attention du Parlement n'a pas dépassé celle d'un respect poli.

L'occasion était manquée. Le Rhin ne coule pas vers la mer. Il coule en Suisse dans son lit.

Le vert en trompe-l'oeil

■ (jd) Quatre jours après la publication des dernières données sur l'état des forêts helvétiques, le Conseil national, à l'appel nominal, a maintenu le tronçon de la N4 à travers le Knonau, une vallée agricole au sud de Zurich, malgré l'opposition populaire exprimée en votation cantonale. Léon Schlumpf a assuré que le Conseil fédéral prenait très au sérieux la pollution de l'air, mais a néanmoins conclu qu'une interruption dans un réseau routier national de 1900 km était impensable.

Lors d'une récente séance du Grand Conseil zurichois, toutes les propositions suscitées par la catastrophe de Tchernobyl et portant sur les économies d'énergie ont été rejetées par la majorité des députés ; motif : elles enfonceraient des portes ouvertes.

Dans sa déclaration devant l'Assemblée fédérale sur la catastrophe de Sandoz-Schweizerhalle, le Gouvernement - certains observateurs y ont vu la patte de Kurt Furgler -, après avoir constaté que la technique n'a pas seulement facilité notre vie dans

bien des domaines, mais qu'elle a aussi fait croître les risques, s'est cru obligé de chanter les louanges de la chimie et de l'industrie pharmaceutique : progrès, potentiel de recherche, emplois, bien-être. Comme si la pollution du Rhin était le prix à payer pour ces bienfaits.

Trois réactions, trois discours qui vont se multiplier lorsqu'il s'agira d'affronter les problèmes liés à la protection de l'environnement. Sur les principes, un large accord : comment faire autrement et puis, ça

ne coûte rien. Sur les modalités pratiques, sur les actions concrètes à entreprendre, soit une autosatisfaction qui cadre mal avec les problèmes réels, soit le prétexte de priorités intangibles - le réseau routier tel que projeté il y a 25 ans par exemple - ou des contraintes incontournables, économiques notamment.

Au moment où tous les partis politiques peignent leur enseigne en vert, il importe de gratter le vernis pour démasquer les discours creux et dénoncer les incohérences. Si les prochaines élections, à tous les niveaux, pouvaient être l'occasion d'exiger des candidats qu'ils prennent des engagements substantiels, précis, elles retrouveraient alors leur fonction centrale, à savoir la manifestation d'un choix politique responsable. Les députés que le peuple enverra l'année prochaine siéger à Berne devront être capables de répondre précisément à des questions concrètes du type : "voulons-nous faire quelque chose pour l'environnement, combien cela va-t-il coûter, qui est prêt à payer ?" Le reste ne paraît que de peu d'importance.

COUCHE D'OZONE

Quinze ans de perdus

■ (rl) Après Tchernobyl, Sandoz et le dernier rapport Sanasilva, voilà pour compléter le tableau que la couche d'ozone, celle qui haut dans la stratosphère exerce l'indispensable fonction de modérer l'ardeur des rayons ultra-violet, fond à vue d'oeil !

A en croire les médias, on se serait tout juste aperçu de la gravité du danger. En réalité, de nombreux cris d'alarme se sont succédé depuis 15 ans. On avait, simplement, réussi à les étouffer.

C'est en effet en 1973 que deux chercheurs américains annoncent que les gaz, utilisés notamment comme propulseurs dans les bombes aérosols, finissent par atteindre la stratosphère et y agressent les molécules d'ozone. Ces travaux connaissent alors un grand reten-

tissement international, et un vaste mouvement d'opinion exige le retrait de ces gaz, les fréons. En 1979, la Suède interdit leur production. D'autres pays s'apprentent à suivre. Pas la Suisse ! L'Office fédéral de la santé publique est d'avis qu'une interdiction dans notre pays n'apporterait pas une solution valable à un problème qui est mondial. Le Conseil fédéral répond au Vaudois G. Baechtold qu'il n'est pas certain que les hypothèses pessimistes se révèlent exactes. Et la Conseillère nationale Amélia Christinat voit sa motion demandant l'interdiction des fréons transformée en inoffensif postulat ; au moment où l'Académie américaine des sciences déclare qu'au rythme actuel d'émission, d'ici l'an 2010, 8% de la couche d'ozone aura disparu ; que par ailleurs la persis-

tance des fréons dans la stratosphère n'est pas de 10 ans comme on l'avait cru mais de 30. ... Peine perdue, les temps ne sont plus à l'écologie.

Aujourd'hui, sur le plan international, les tractations n'ont toujours pas abouti. Dans l'intervalle, notre pays s'est doté d'une législation de protection de l'environnement. La toute nouvelle ordonnance sur les substances comprend même un chapitre spécial sur les aérosols. Mais la déception est grande quand on y lit qu'aucune intervention n'est envisagée tant que la consommation de fréons ne dépasse pas, pour deux années consécutives, 6000 tonnes par an. Ce qui est très exactement le double de la consommation de 1982 ! et qui nous ramène aux valeurs de 1977, jugées alors tout à fait excessives ! Le premier jour de la session d'hiver qui vient de s'ouvrir, Amélia Christinat est revenue à la charge. Pour son interpellation urgente demandant l'interdiction des fréons, elle peut reprendre presque mot pour mot sa motion de 1979...

Attention, une attitude peut en cacher une autre.

■ (jd) Le rejet de l'initiative de l'Association suisse des transports (AST) pour une imposition équitable des poids lourds a été largement recommandé pour le motif qu'une nouvelle taxation - kilométrique celle-là - était d'ores et déjà prévue dans la Conception globale des transports (CGT) en préparation. En quelque sorte, la proposition de l'AST enfonçait une porte ouverte. Toute la question est de savoir si porte il y a. On attend avec intérêt le Parlement, les partis politiques et les organisations économiques lorsqu'il s'agira de prendre position sur un projet concret. Avec l'espoir que la porte ne se soit pas transformée en mur.

Que ton oui soit un oui

Volonté clairement exprimée d'une meilleure protection des locataires. Mais pas de précipitation: on n'en est qu'au principe constitutionnel. Si l'extension à toutes les communes du pays de la protection contre les loyers abusifs semble devoir être réalisée rapidement, on peut émettre des craintes pour ce qui est de l'annulation des congés abusifs. On sait qu'un projet est prêt dans les tiroirs du département de Mme Kopp. Mais déjà le service de presse radical met en garde: "les partisans bourgeois du contre-projet constitutionnel ont bien précisé que leur appui à cette disposition ne signifiait pas une approbation de la révision législative projetée". Dès lors ces défenseurs du bout des lèvres des locataires vont-ils faire traîner les choses jusqu'aux prochaines élections fédérales, histoire de ne pas effrayer les électeurs ?

Les moyens d'un refus

■ (fb) Non, l'important n'est pas tellement le refus par les Genevois d'une centrale nucléaire à Verbois. En elle-même, une telle décision est dépendante d'un contexte: aujourd'hui hostile à l'énergie nucléaire, rien n'empêche si l'on n'y prend garde qu'une conjoncture différente le fasse évoluer en sens inverse.

L'initiative constitutionnelle "L'énergie - notre affaire" offre bien davantage: elle donne aux autorités des compétences et des directives pour faire en sorte que Verbois nucléaire soit inutile. Contrairement à ce que prétendent les électriciens, les économies d'énergie ne relèvent pas d'abord de la morale personnelle. Appliqué à la circulation routière, un tel raisonnement revient à laisser à la responsabilité individuelle le soin de rouler à droite ou à gauche de la chaussée!

Outre l'entrée en vigueur de la loi sur l'énergie qui est d'ores et déjà sous toit, la priorité doit être mise sur les moyens à donner à l'administration, dans le domaine des constructions avant tout. Il y a du pain sur la planche: à peine un tiers des chauffages domestiques genevois fonctionnent correctement. L'exemple de la ville de Genève sur son propre parc immobilier montre qu'un résultat impressionnant peut être atteint lorsque quelques techniciens compétents sont en situation d'agir. Le volume de la construction à

Genève, en particulier dépendant de subventions publiques qui peuvent être liées à des exigences précises, constitue un terrain immédiat pour l'action concrète.

Un changement de cap important.

L'adoption d'une politique d'économies d'énergie qui prévoit aussi la promotion des transports publics et du vélo devrait également, par souci de cohérence, remettre en cause les nombreux projets d'élargissement de routes en ville de Genève qui visent à accroître encore le trafic automobile urbain.

Gageons que les milieux pro-nucléaires, qui traitent facilement les écologistes de procéduriers, ne manqueront pas d'utiliser les moyens qui leur ont permis de retarder pendant six ans cette votation, en tentant de saisir le Tribunal fédéral ou d'inciter l'Assemblée fédérale à refuser sa garantie au nouvel article constitutionnel. Le Conseil d'Etat genevois défendra-t-il mieux le verdict populaire que ne le fit le gouvernement vaudois à propos de la clause de nécessité pour le chauffage tout électrique, refusée par les juges fédéraux ?

Massacre à la tronçonneuse

■ (mam) Le conflit opposant Pierre Lehmann à l'Etat de Vaud (voir DP 842) vient de connaître un épilogue aussi brutal que regrettable: lundi 8 décembre dans la matinée, un paysagiste mandaté par le Château est venu couper douze sapins en parfaite santé à la hauteur "réglementaire" de 2 mètres. M. Lehmann était prévenu que ce "travail" serait effectué "entre le 8 et le 10 décembre", sans toutefois que soit précisée la date exacte. Manifestement, on ne tenait pas à ce

que le physicien écologiste assiste au massacre ... "Circulez, y'a rien à voir".

Les arbres sont condamnés à une mort quasi-certaine, à moins que l'un ou l'autre d'entre eux ne reparte, auquel cas il faudra à nouveau les couper dans quelques mois.. Question: est-il encore possible de dialoguer avec un pouvoir qui se met en tête de faire appliquer un règlement de manière aussi obtuse ?

Touche pas à ma Vallée

■ (mam) Le Conseil d'Etat bernois est prêt à accorder sa caution aux J.O. dans l'Oberland "à condition que" ... On connaît les réticences des comités olympiques à attribuer les Jeux à des régions où se manifeste une forte opposition. Apparemment, dans le canton de Vaud "tout baigne" ... Vraiment ? Porté à bout de bras par Paul-René Martin, Pierre Schwitzguebel et quelques autres, le dossier vaudois révèle bien des failles lorsqu'on y regarde de plus près. A cet égard, le WWF a réalisé un important travail dont les résultats ont été communiqués à la presse lundi 8 décembre à la Vallée de Joux.

La Vallée devrait recevoir les épreuves de fond et de saut. Séduits par l'apparente simplicité du dossier et par les avantages qu'on leur a fait miroiter, les élus des trois communes ont voté "comme un seul homme" les crédits de soutien à la candidature lausannoise.

Mais les Combiens sont tétus - les stratèges du DMF en savent quelque chose - et méfiants de nature. Philippe Dufour, horloger et membre du WWF a refusé d'accepter la promesse qu'il suffirait de couper "quelques sapins" et a décidé d'aller voir sur place. Ce qu'il a découvert est édifiant à bien des égards.

● Les normes de la FIS prescrivent qu'une piste de fond doit avoir six mètres de large "au moins", sans trous ni bosses. En suivant le tracé prévu pour la piste, le WWF a calculé de manière assez précise que les travaux d'aménagement nécessiteraient le massacre de 30'000 mètres carrés de forêt. Ajouté à cela d'importants travaux de terrassement, comparables à ceux qu'exigerait la construction d'une route de 10 km sur 6 m de largeur.

● Le tremplin de la Chirurgienne, au Brassus, est actuellement déficitaire. Et pourtant, il ne répond pas aux normes olympiques. Il faudrait en construire deux nouveaux (saut à 70 m et à 90 m), avec funiculaire, ascenseur et deux canons à neige.

● Deux grands bâtiments en béton devraient être construits au milieu d'un pâturage nommé "la Thomassette" pour abriter les services généraux et les services techniques.

● La capacité de la région en places de parc, actuellement de 2000, devrait être portée à 10'000 et la capa-

cité hôtelière passer de 200 à 800 lits.

● Enfin, sur le territoire de la commune de Ste Croix, qui devrait accueillir le biathlon, la piste et la route d'accès au stand de tir nécessiteraient l'abattage de 10'000 m² de forêt.

La conférence de presse a vu l'intervention de "personnes impliquées dans le Comité d'initiative des J.O.", le président de la commission nordique et un ingénieur forestier sont venus, sans avoir été invités, pour démentir partiellement les affirmations du WWF "qui avait fondé son enquête sur un dossier d'intentions". Ainsi donc, les exigences de la FIS sur la largeur des pistes auraient été soudainement assouplies. Par ailleurs, "il n'est pas exclu" que la nature reprenne ses droits après les Jeux. Quant aux bâtiments de la Thomassette, il ne s'agirait plus de blocs de béton mais de chalets d'alpage ... Difficile de dire s'il s'agit là de poudre aux yeux ou d'un nouveau "dossier d'intentions". Faute de renseignements plus précis à l'heure où nous mettons sous presse, nous laisserons à ces Messieurs la paternité de leurs propos.

Car le vrai problème, tel qu'il transparaît fort bien à la lecture de l'article de Bertil Galland dans *24 heures* du mardi 9 décembre, se situe ailleurs. "Les gens aiment la Vallée telle qu'elle est" déclare Philippe Dufour ; cette région a-t-elle besoin et envie du développement touristique que lui promettent Paul-René, Pierre et les autres ? Les Combiens sont-ils en train de se rendre compte qu'on les a vaguement floués dans cette affaire ? Philippe Dufour : "nous avons fait

paraître dans la feuille locale une lettre ouverte aux conseillers communaux, certains furent sidérés d'apprendre qu'ils ne seraient plus consultés une fois les crédits votés". Bien sûr, les installations seront mises à l'enquête, mais si la candidature de Lausanne est retenue, il risque d'être beaucoup trop tard.

"Tout se passe comme si les gens avaient voté la tête dans le sac", déclare Jacques Morier-Genoud, président de la LSPN, qui se déclare hostile aux Jeux vaudois. Il parle en connaissance de cause : la LSPN et le WWF viennent de perdre un recours au Tribunal fédéral contre l'autorisation de sacrifier 49'300 m² de forêt aux Championnats du monde de Crans-Montana (DP 834). Les juges ont argué, d'une part que les déboisements se justifiaient par le caractère mondial de la manifestation et d'autre part que l'amélioration des pistes correspondait aux besoins permanents de la station. Une manière élégante de sanctionner la politique du fait accompli.

Dans le cas de la Vallée de Joux, on voit mal quel pourrait être le poids du second argument. Il n'empêche que la lutte risque d'être serrée. La fièvre olympique qui s'est emparée de certains notables vaudois supporte très mal la contradiction.

On peut en voir une illustration dans la manière dont la presse s'est fait l'écho de la conférence : pour le chroniqueur de l'agence Air, repris par trois quotidiens au moins, les "explications" du Comité d'initiative ont paru tout à fait convaincantes. Quant à la Radio romande, elle s'est contentée de demander à Philippe Dufour s'il était opposé à l'idéal olympique ... Il est tellement plus facile de marcher avec la fanfare.

Au fait, qui posera un jour la question de savoir si la patinoire de Malley, à Lausanne, avec ses voies d'accès, ses facilités de parage, son emplacement et sa taille correspond aux normes prévues pour l'accueil de cérémonies d'ouverture et de clôture ? Ou aurait-on prévu de les tenir ailleurs ?

Le dernier numéro du *Panda* présente un dossier sur les problèmes que posent les J.O. à la Vallée de Joux et ailleurs (on ne parle plus beaucoup du pâturage du Grésalloy), avec quelques échos sur la déception des organisateurs des Jeux de Lake Placid (pourtant de vrais pros), six ans après. Adresse utile : rue Fendt 10, CP 2995, 1211 Genève 2

Jeux d'hiver 1994 : l'Oberland ou le Pays de Vaud

■ (mam) Depuis deux ans environ deux villes suisses se sentent une vocation olympique : celle d'organiser les XVII^e Jeux d'hiver, qui auront lieu en février 1994 déjà, soit deux ans seulement après ceux d'Albertville en vertu de la nouvelle alternance entre les Jeux d'hiver et les Olympiades d'été. Le 22 janvier 1987, le Comité olympique suisse, qui réunit les représentants de 27 fédérations (disposant chacune de 2 voix) et les 19 membres de l'exécutif choisira entre Interlaken et Lausanne, les deux villes restant en lice après les renoncements de St. Moritz et de Lucerne. Une telle candidature, pour l'organisation d'une manifestation budgétée à quelque 500 millions de francs, se prépare de longue date. Voici les principales étapes de la course qui connaîtra un premier achèvement dans six semaines environ.

Interlaken

Début 1984. Constitution du "groupe de travail pour la candidature d'Interlaken / Oberland bernois" sous la présidence d'Adolf Ogi, conseiller national UDC. Un autre parlementaire UDC, Bernhard Müller, par ailleurs conseiller d'Etat bernois, préside le comité de patronage, qui a pour vice-présidents les Conseillers nationaux Jean-Pierre Bonny (rad.) et Fred Rubi (soc.), d'Adelboden.

Printemps 1985. Tenue d'assemblées populaires dans les différentes communes concernées par la candidature pour "1996 / 2000", soit Adelboden, Grindelwald, Kandersteg, Wengen etc. Partout une majorité de participants approuvent.

Juin 1985. Création du KAO (Komitee Anti-Olymp), composé d'abord de représentants de l'Alternative démocratique et de la Liste Libre.

Décembre 1985. Le "Groupe de travail" publie la liste des stations concernées : Adelboden, Grindelwald, Gstaad / Saanen, Kandersteg, Lenk, Meiringen - Hasliberg, Thoune (hockey, avec Berne, éventuellement Lyss, Langnau et Fribourg), Wengen (Lauberhorn), ainsi qu'Engelberg / LU et ... Montreux (ou St Moritz) pour le bob et la luge.

Janvier 1986. Un groupe de travail du PS bernois critique les "Jeux d'Ogi", qui porteraient gravement atteinte à l'environnement. Le mois suivant le PS bernois se prononce contre les J.O. dans l'Oberland bernois.

Avril 1986. Coup de théâtre lors des élections bernoises : le parti radical perd ses deux sièges au Gouvernement, qui se compose désormais de quatre UDC, trois socialistes et deux "libres", de tendance nettement écolo. La sensibilité nouvelle de ce Conseil d'Etat influe assurément sur son attitude à l'égard des J.O.

Septembre 1986. Le Conseil d'Etat bernois retarde encore son préavis concernant les J.O. d'Interlaken.

30.09.86. Dépôt par MM. Ogi et P.R. Martin des deux candidatures suisses pour les J.O. d'hiver 96

13.10.86. Le CIO décide que les XVII^e jeux d'hiver se tiendront en 1994 déjà

17.10.86. Au terme de sa 91^e session, tenue à Lausanne, le CIO attribue les J.O. d'hiver 1992 à Albertville

07.11.86. Le Comité olympique suisse confirme qu'il examinera les deux candidatures pour les Jeux d'hiver 94

5.11.86. Publication des résultats du premier grand sondage représentatif effectué auprès de 612 personnes habitant le canton de Berne : 49,3% pour, 41,8% contre.

19.11.86. Le Grand Conseil bernois vote une motion du député Teuscher (UDC) obligeant le Conseil d'Etat à se prononcer en faveur des J.O.

4.12.86. Le Conseil d'Etat s'exécute, avec force réserves concernant l'impact sur l'environnement.

11.12.86. Inspection par les commissaires COS.

22.01.87. Choix du Comité olympique suisse : Interlaken, Lausanne ou renvoi dos à dos **Janvier 88.** Délai pour le dépôt des candidatures pour les Jeux 94, qui seront attribués par le CIO lors des Olympiades de Séoul, en septembre 1988

Lausanne

Rappel : Lausanne, siège du CIO depuis 1915, a déjà présenté sa candidature pour l'organisation des Jeux d'été de 1948 (finalement tenu à Londres) et de 1960 (Rome). Depuis 1968, le CIO est installé au Château de Vidy, tandis que le nouveau Musée olympique ouvrira ses portes en 1988 à Ouchy.

Automne 1984. Constitution du Comité d'Initiative pour les J.O., présidé par le Syndic de Lausanne Paul-René Martin.

Janvier 1985. Les Municipalités de neuf communes s'engagent à soutenir le projet lausannois, soit : Château d'Oex, Gryon, Le Chenit, Leysin, Montreux, Ollon, Ormont-Dessus et Dessous, Ste Croix.

Début mai 1985. Annonce officielle de la candidature lausannoise.

Novembre 1985. Sondage réalisé par le parti socialiste lausannois au sein de la population du chef-lieu qui donne une majorité de non (52,8%) et déjà une minorité d'indifférents (5%).

Décembre 1985. Le CIO confirme, et publie la liste des stations concernées : Le Brassus, Château d'Oex, Les Diablerets, Gryon, Leysin, Montreux, Les Mosses, Ste Croix et Villars. Lausanne organiserait les manifestations d'ouverture et de clôture, ainsi que les compétitions sur glace.

Printemps 1986. Les unes après les autres, les communes concernées se prononcent en faveur des Jeux, et votent un crédit de 10'000 frs au moins pour la première phase de la candidature (1986-87). Le Conseil communal décide à fin juin l'octroi d'un crédit de 100'000 francs.

Été 1986. Tous les grands partis vaudois se prononcent en faveur des Jeux, seul le GPE (écologiste) émet des réserves quant à la protection des sites concernés.

Septembre 1986. Au tour du Grand Conseil, qui vote un million, pour le cas où la candidature lausannoise serait retenue par le Comité Olympique Suisse. Alternative Socialiste verte s'oppose à l'organisation des Jeux lausannois.

4.11.86. Lausanne persiste et signe.

15.11.86. La Ligue vaudoise pour la protection de la nature se prononce contre l'organisation des J.O. dans le canton.

8.12.86. A son tour, le WWF annonce son opposition. L'idée d'une étude d'impact, analogue à celle effectuée par l'Institut de géographie de l'Université de Berne pour l'Oberland, fait son chemin à Lausanne aussi, où elle a été écartée jusqu'ici.

9 / 10.12.86. Inspection des pistes et installations prévues par les commissaires COS.

L'hebdomadaire français *Communication & Business* (24.11.86) parle de difficultés financières pour la radio française 95,2, à laquelle s'est intéressé M. Jean-Claude Nicole. Notre compatriote aurait dû ajouter une nouvelle somme de 3 millions à la première mise de 10 millions de francs français.

ECHOS DES MEDIAS

Quinze mille points de vente au moins ont permis aux Suisses alémaniques de découvrir le nouvel hebdomadaire dominical *Neues Sonntagsblatt*. A Zurich, tous les destinataires du journal gratuit *ZüriWoche* ont reçu un jeton d'une valeur d'un franc cinquante à échanger contre la première édition du concurrent du *Sonntags Blick*. A lire les commentaires de la presse, il semble que ce journal laisse une impression de produit bâclé. Il faudra attendre la sortie, prévue en janvier, du *Tages Anzeiger* dominical pour se prononcer sur la "guerre" de la presse du dimanche outre-Sarine.

Le plus vieux quotidien des Grisons a de grosses difficultés financières. Le patron de l'usine d'Ems, le Zurichois Christophe Blocher, également Conseiller national ultra-conservateur (UDC), vient de prendre la présidence du Conseil d'administration du *Bündner Tagblatt* pour tenter de le maintenir en vie et éviter la création d'un monopole en faveur du principal quotidien, le *Bündner Zeitung*. Premier objectif, trouver 2500 nouveaux abonnés jusqu'à fin mars prochain, grâce notamment à une nouvelle présentation.

VILLES ET NATURE

Qu'elle serait verte, ma vallée ...

■ (cd) Dans son numéro de décembre, la Ligue Suisse pour la Protection de la Nature présente un très intéressant dossier : *Habiter avec la nature dans les agglomérations*. (1)

L'éditorial, plein d'humour, plaide en faveur des jardins désordonnés, "poussant à l'état sauvage"; foin des pelouses "propre en ordre", des sapins bleus au garde-à-vous, décorés pour Noël de bougies électriques : "La poésie fout le camp, le courant alternatif la remplace..." Ou, selon Milan Kundera : "La rivière, le rossignol, les chemins traversant les prés ont disparu de la tête des hommes." (*L'Art du roman*).

J'apprends ensuite que mes préventions contre les gazons sur les toits (humidité, fuites) et les plantes le long des façades (vermine) ne sont que des préjugés. Les avantages de cette verdure sont au contraire légion.

Sur les toits, les espaces verts reconstituent la végétation détruite au sol par les constructions ; ils peuvent servir de biotopes de remplacement pour des papillons, des abeilles et des oiseaux nichant habituellement au sol ; ils rendent à l'atmosphère une humidité

bienfaisante et fixent les poussières ; en été, ils atténuent la chaleur de réverbération, et en hiver, servent d'isolant thermique, d'où d'importantes économies de frais de chauffage.

Contre les murs, la verdure grimpante ou en espaliers protège les crépis en absorbant l'humidité des murs ; elle sert d'abri à de nombreuses espèces d'oiseaux ; ceux-ci se nourrissent de la vermine qui s'y développe naturellement, l'empêchant de pulluler.

Encourageons donc architectes et urbanistes à voir vert, penser vert, "construire vert", en associant mieux les paysagistes, par exemple, aux différentes étapes de la construction - et non pas seulement en leur demandant d'intervenir *in fine*, pour étendre propre en ordre un tapis vert ou dresser des sapins bleus comme à la parade.

Tout le monde y trouverait son compte, la poésie peut-être reviendrait dans la tête des hommes, et, pourquoi pas ? le Flon reverdirait ... Quelle serait verte, ma vallée !

(1) *Protection de la nature* no 8 / 86, édité par la LSPN, chemin de la Source 32, 1009 Pully, tél. 021 / 28 58 56

MEDIAS

Une lettre toute neuve

■ (mam) Le périodique semestriel *Comdoc Newsletter* fait peau neuve : paraissant jusqu'ici sous la forme de simples feuillets dactylographiés, il nous parvient, pour son unique numéro de l'année, broché, illustré et élargi à 52 pages. Il s'agit de la seule publication suisse qui fasse la revue systématique de tous les travaux parus ou en cours sur le thème des médias. On y trouve une brève description des ouvrages, thèses de doctorat et travaux financés par le Fonds national de la recherche scientifique, avec les adresses utiles.

La plupart des textes sont en allemand. La rédaction de la partie française est assurée par Ernst Bollinger.

Adresse utile : Ernst Bollinger, 37, Crêts de Champel, 1206 Genève

DP DP

Domaine Public

Rédacteur responsable :

Jean-Daniel Delley

Rédacteur :

Marc-André Miserez

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Pierre Bossy

François Brutsch

Catherine Dubuis

André Gavillet

René Longet

Charles-F. Pochon

Point de vue : Jeanlouis Cornuz

Abonnement :

63 francs pour une année

Administration, rédaction :

Case 2612, 1002 Lausanne

Saint Pierre 1, 1003 Lausanne

Tél : 021 / 22 69 10 CCP : 10 - 15527-9

Composition et maquette :

Domaine public

Impression :

Imprimerie des Arts et Métiers SA

L'alliance des "petits"

■ (mam) Certaines contrées de Suisse romande, plus particulièrement dans les cantons de Vaud et du Valais, font un peu figure de "désert culturel" dans ce domaine. Ce ne sont pourtant pas les talents qui manquent : de plus en plus de jeunes compagnies théâtrales mettent sur pied des spectacles de qualité. En dehors des institutions solides comme les "galas Karsenty-Herbert", les petites villes romandes tentent de promouvoir le théâtre ; certaines d'entre elles ont décidé d'unir leurs forces.

Lancée en avril 86 par une émission d'Espace 2, l'idée d'un "pool romand des théâtres" est passée rapidement au stade de la réalisation. Dès l'ouverture de la saison 86-87, trois spectacles furent proposés aux publics d'Yverdon, Neuchâtel, Sion

et Monthey. Réunis grâce notamment à l'énergie de Mme Christiane Vincent, déléguée aux affaires culturelles et directrice du théâtre d'Yverdon, les responsables des quatre villes étaient animés par une même conception du théâtre et une volonté de travailler ensemble. Il ne s'agit en aucun cas de proposer un programme unique, mais plutôt de mettre en commun des moyens financiers forcément modestes pour accueillir des spectacles. C'est ainsi que les 24 et 25 février 87, Yverdon et Neuchâtel recevront Philippe Caubère et sa pièce "Ariane ou l'Age d'or" consacrée à Ariane Mnouchkine en exclusivité suisse. Pourquoi un parisien, alors que la Romandie fourmille de talents ? Mme Vincent explique que ce choix est motivé par l'excellente qualité de cette pièce qui triomphe actuellement à Paris. "Mais notre but est aussi, bien sûr, de faire travailler les comédiens suisses". En

ouverture de saison, le Centre dramatique de Lausanne présentera "Glengarry Glen Ross" de David Mamet dans trois des quatre villes du pool. Pierre Bauer, directeur du CDL, est séduit par l'expérience : "les tournées coûtent en général très cher, cette formule est très intéressante et nous pourrions bien prévoir notre prochain spectacle en fonction d'elle."

Christiane Vincent est plutôt optimiste quant à l'avenir du théâtre en Suisse romande. Pour elle, la création du pool était une nécessité. Outre les avantages matériels (coûts partagés, meilleure couverture médiatique), la formule offre des avantages psychologiques certains : les responsables locaux ne se sentent plus isolés et le pool permet de mieux canaliser les énergies.

Une réunion a eu lieu lundi 1er décembre au terme de laquelle les villes de Fribourg et Nyon, ainsi que le théâtre de l'Octogone de Pully se sont montrés très intéressés par la formule. De nouvelles perspectives sont donc ouvertes pour les créateurs romands, dont certains ne pourraient pas partir en tournée sans le pool.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Le tiers monde ou la prison

■ Avez-vous eu entre les mains *La Saga du Boulot*, de Florian Rochat (aux éditions Favre) ?

Formidable ! 647 pages, une centaine d'interviews : des Français de toutes les classes sociales - de préférence toutefois de milieux modestes - s'expriment sur leur quotidien.

Voici un cultivateur, un bûcheron, un mineur ; un soudeur, un métallurgiste ; une serveuse, une secrétaire, une caissière de supermarché ; un juge, un pompier, un pilote ; un fossoyeur, un juriste, une bergère ...

Je songeais, en lisant ces textes, à ce passage du *Discours de la Méthode*, dans lequel Descartes déclare s'être adressé, plutôt qu'aux philosophes, à des hommes de métier, dont la parole a plus de chance d'être vraie dans la mesure où leur vie et leur survie dépend de leur connaissance du vrai - alors que les philosophes peuvent dire un peu n'importe quoi sans encourir de sanctions...

(A mon examen d'aptitudes pédagogiques, j'avais eu à exposer les idées sur le sujet de *Schopenhauer*,

lequel se demande principalement s'il convient d'enseigner le suicide aux enfants... Répondant par la négative, puisque seuls les plus doués mettront fin à leurs jours et qu'il ne restera que les ballots, ceux qui n'auront pas compris le pessimisme de *Die Welt als Wille* ! J'avoue n'avoir pas trop eu l'usage de ces idées dans le cours de ma carrière.)

Voici Albert Masson, aumônier de prison - ce qu'il dit n'est pas marquant :

"En France, il y a à peu près 750'000 naissances par années. Sur ces 750'000 êtres, il y en aura 120'000 qui connaîtront la prison, 150'000 autres iront dans des hôpitaux psychiatriques et 75'000 seront tués sur la route ou handicapés à vie à la suite d'un accident de la circulation."

Et de conclure :

"Vous ne pouvez pas imaginer la joie que l'on éprouve à aller trouver des détenus qu'on connaît et auxquels on dit : "Ecoute, tu n'aurais pas un bout de savon, un bout de serviette pour un type qui vient d'arriver et qui n'a

rien ?" Et vous pouvez difficilement vous faire une idée de la répercussion qu'a ce geste auprès du gars en question, qui se disait : "C'est fini". Et voilà qu'il y a une rencontre avec quelqu'un qui accepte d'être simplement homme avec lui ...

Oui, je me sens en plein Evangile. Et si Dieu me prête vie, je resterai le plus longtemps possible en prison... (Sourire)"

Voici Nelly Ammann, serveuse : "Le jour où je ne travaillerai plus, je m'occuperai. Les contacts, j'en nouerai d'autres. Comme je perds ma timidité, je pourrai peut-être faire le premier pas et laisser tomber mon orgueil. J'essayerai d'aller à la rencontre des jeunes, pour tenter de leur être utile, de les conseiller, de leur apporter quelque chose. Dans n'importe quel cadre. Si je n'avais pas ma fille, il y a longtemps que je serais partie me rendre utile dans un pays où on a besoin de gens capables d'aider, comme coopérante dans le tiers monde, par exemple. Il n'est d'ailleurs pas exclu que je le fasse un jour. Seulement, à cinquante ans ou plus, je ne sais pas si on voudra encore de moi... (Sourire)"

Et vous ? Le tiers monde ou la prison ?

Y a-t-il une manière radicale d'écrire l'histoire ? Un livre sur la lutte pour les droits démocratiques à Soleure est proposé comme une correction à l'histoire du canton telle qu'elle a été écrite par le parti qui y a longtemps régné en parti unique. L'auteur est de sensibilité PDC.

Un tract distribué à Berne et signé par un mouvement anti-nucléaire propose le boycott de l'électricité chaque dimanche soir de 20 à 21 heures. Les participants doivent se manifester en posant une lanterne sur leur fenêtre.

EN BREF

Les jeunes radicaux et libéraux du canton de Zurich auront une liste propre pour les prochaines élections nationales, apparentée à celle du Parti radical. Il sera intéressant de suivre l'expérience à la lumière d'autres exemples. En 1971 il y avait une liste jeune-radical dans le canton de Berne. Une certaine Leni Robert obtint le plus grand nombre de suffrages mais il n'y eut pas d'élu. En 1975 et 1979 Leni Robert était candidate sur la liste du Parti radical et en 1983 elle fut élue sur une liste dissidente.

La fondation Friedrich-Ebert, proche du SPD allemand, a organisé à Munich une conférence internationale sur la protection des Alpes. Les participants ont proposé l'élaboration d'une convention sur le modèle de la convention européenne pour la protection de la Mer du Nord.

COMPOSTAGE DES DECHETS Un point de départ ...

■ (réd.) La série d'Erika Sutter-Pleines sur le compostage (DP 836-37-38-40) a suscité un vif intérêt de la part de nos lecteurs. Trois personnes nous ont écrit pour nous signaler une expérience originale à Thonex (GE), qui semble être vécue de manière très positive par la population.

Armand Cotton, ingénieur de Vandoeuvres a testé et mis au point depuis près de trois ans un procédé de compostage méthanique pour les déchets organiques. Cette méthode particulièrement simple consiste à laisser les déchets de table, mauvaises herbes, branchages - à l'exception des branches trop grosses - fermenter dans un milieu sans air avec adjonction d'un liquide azoté (purin ou boues d'épuration). La méthanisation produit en trois mois une tourbe inodore de qualité remarquable, directement utilisable comme combustible.

Selon les informations transmises par Marie-Claude Martin et Luc Pouilly de Thonex, plus de 60% des habitants du quartier Mon Idée participent activement à l'expérience-pilote de compostage méthanique lancée cette année. Les promoteurs ont pu s'assurer le soutien de l'association de quartier, de la FRC et du maire de Thonex pour organiser séances d'information et distribution de prospectus tous ménages. Une demande de

prolongation est actuellement en cours de la part de la commune, qui voudrait rendre permanente une expérience conçue au départ pour quelques mois seulement. Quant à Armand Cotton, il voit plus loin encore ; selon lui la méthanisation pourrait jouer un rôle décisif dans la recherche de solutions à certains problèmes de notre agriculture. La Suisse, par exemple, importe aujourd'hui 60'000 tonnes de tourbe par année pour alléger ses terres. Cet engrais naturel pourrait parfaitement être produit sur place, avec pour conséquence une diminution notable de nos surplus agricoles. M. Cotton donne l'exemple suivant : un hectare de blé (production souvent excédentaire qui sert aussi à nourrir le bétail) produit 5 tonnes de grain et 5 tonnes de paille. On pourrait utiliser le grain pour faire de l'alcool que l'on additionnerait à l'essence pour véhicules à moteur (sur le modèle de ce qui se fait au Brésil) la paille fournirait un engrais naturel qui permettrait de diminuer l'emploi d'engrais chimiques dont on vient de s'apercevoir qu'ils pouvaient poser certains problèmes.

Investir dans l'expérimentation de ce type de projets une toute petite partie des cinq milliards que notre agriculture coûte chaque année à la Confédération, est-ce trop demander ? M. Cotton n'est d'ailleurs pas le seul à se préoccuper de ces problèmes (voir ci-dessous).

... pour l'agriculture de demain

■ (jd) Dans une interpellation urgente le Conseiller aux Etats grison Cavetty demande au Conseil fédéral s'il est prêt à présenter aussi rapidement que possible une conception biologique de l'agriculture qui favoriserait une production extensive basée sur les engrais naturels et non sur les produits chimiques.

On estime que l'agriculture suisse répand annuellement 2100 tonnes de produits antiparasitaires sur les cultures. Par ailleurs l'usage accru des engrais chimiques est l'une des causes de la surproduction agricole. Otto J. Furrer, de la Station fédérale de recherches sur la chimie agricole et l'hygiène de l'environnement à Liebefeld, estime qu'on pourrait sans autre réduire de moitié la quantité d'engrais chimiques tout en maintenant notre taux actuel d'autoapprovisionnement.

Les observations prolongées effectuées par la Station de recherches sur l'économie et la technique rurale de Tänikon (Thurgovie) montrent qu'un agriculteur biologique obtient des résultats très comparables à ceux du paysan classique. Pourtant les producteurs biologiques ne représentent toujours qu'un pourcent de la corporation agricole. C'est qu'une exploitation ne se convertit pas d'un jour à l'autre aux méthodes naturelles ; durant la période d'adaptation, qui se compte en années, l'exploitant subit des pertes qu'il est seul à assumer.

En taxant fortement les produits chimiques destinés à l'agriculture et en affectant à cette conversion une partie des subventions actuellement versées pour des produits que nous ne pouvons pas écarter, le Conseil fédéral pourrait répondre positivement aux préoccupations du député grison.